

M. Stanislas

A Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée,
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

Dans le cadre de la consultation nationale.

Monsieur le Président,

je vous fais une lettre, que vous lirez peut-être, si vous avez le temps.

Je reçois depuis 45 ans, tous les ans, mon avis d'imposition. J'ai toujours trouvé cela normal mais je vous avoue qu'aujourd'hui, je m'interroge sérieusement sur l'utilisation de cette contribution. L'objectif de l'impôt, depuis que nous vivons en démocratie, est de mettre en commun une partie de nos ressources pour nous assurer un bien vivre ensemble. J'ai le sentiment qu'au fil des années, cet objectif a été un peu perdu de vue. Le passage au prélèvement à la source est, de ce point de vue, très symbolique : on passe d'un acte volontaire, effectué par chaque citoyen, de paiement de sa quote-part au bien commun à un prélèvement automatique à priori tout à fait déresponsabilisant. Un pas de plus, à mon sens, vers l'infantilisation des français.

Je vous écris après 40 ans de carrière en tant que serviteur de l'état et donc de mes concitoyens. Au cours de ces 40 années, je n'ai jamais perdu de vue le privilège que ces derniers m'ont accordé et j'ai toujours fait en sorte d'être à la hauteur de cette confiance. Si je me permet de m'adresser à vous aujourd'hui, c'est que toutes ces années passées au service commun et toutes ces expériences professionnelles et humaines que j'ai vécu, m'ont conduit à un certain nombre de réflexions que je souhaite partager avec vous puisque vous en avez fait la demande à l'ensemble des français.

Nous vivons une période de transition bien difficile et je reconnais volontiers que votre tâche est particulièrement ardue. Ce qui restera, dans l'avenir, des hommes qui, comme vous, ont choisi d'agir au plus haut niveau, sera le souvenir de ceux qui ont fait preuve d'une vision et du courage de la mettre en œuvre malgré les freins, les oppositions, les difficultés et l'adversité. Je vous souhaite d'être l'un de ceux-là et je me permets, dans ce qui suit, de vous faire humblement quelques suggestions sur la base de ma petite expérience et de ce que j'espère être mon bon sens. Excusez-moi s'il y a dans ce texte quelques évidences, elles sont parfois bonnes à rappeler.

Ma première réflexion concerne le travail. On tend à oublier que le travail est la seule et unique source de richesse. Vous pouvez être propriétaire d'une mine d'or, si personne ne creuse pour extraire cet or, vous n'êtes pas riche. Vous pouvez être assis dessus toute votre vie, qui sera certainement courte car vous mourrez probablement rapidement de faim. Si tout le monde s'arrête de travailler simultanément (même les fonctionnaires qui contribuent autant que les autres), il n'y a plus de richesse produite. La valeur du travail est donc une valeur fondamentale de notre société et elle doit être reconnue comme telle. Toute forme de

travail contribue. Il n'y en a pas une qui est meilleure que les autres. Mettez en grève les éboueurs de Paris pendant 15 jours et vous verrez que leur travail a autant de valeur que le vôtre pour le bien commun. Quand vous réfléchissez à ce qui nous permet d'accomplir les actes de la vie quotidienne, de nous nourrir, de nous vêtir, de nous chauffer, de nous soigner, de nous déplacer... Vous vous rendez vite compte qu'il y a des centaines d'hommes et de femmes au travail autour de nous pour nous permettre d'exister dans la société. Des hommes et des femmes qui font parfois des travaux pénibles, qui ont travaillé la nuit, pendant que nous dormions ou qui se sont levés très tôt, juste pour nous permettre de disposer de ce dont nous avons besoin pour notre petit déjeuner. Je pense que chacun d'entre nous doit une reconnaissance permanente à tous ceux qui lui permettent d'exister et à leur travail. L'élitisme à la française est aujourd'hui complètement dépassé et un rééquilibrage de la reconnaissance du travail de chacun me semble urgent et incontournable. Cela passe avant tout par une remise à plat de la notion de revenu. Dès l'instant où une personne travaille, qu'elle contribue à la vie commune, elle a le droit à un revenu qui lui permette d'exister honorablement dans la société. Au jour d'aujourd'hui, je situe personnellement ce revenu minimum du travail à 2000 € par mois. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'échelle des revenus s'est beaucoup trop distendue (et je parle bien de revenus, pas seulement de salaire), au point qu'elle a perdu tout son sens et qu'il existe dans notre société des revenus si élevés qu'ils ne sont pas justifiables et sont donc contre-productifs. Une échelle de revenus de 10 me semble un objectif tout à fait raisonnable. Sur la base d'un minimum à 2000 €/mois cela situe le maximum à 20 000€/mois. Je pense que l'on peut vivre très bien avec une telle somme et je ne vois pas l'intérêt pour une société qui se veut harmonieuse d'aller au-delà, sauf à ce que certains accumulent de la richesse (ce qui ne sert pas la société) ou à encourager une consommation excessive, ce qui dans le contexte actuel va à l'encontre de l'intérêt collectif. Tout revenu supérieur à ce plafond devrait, à mon sens, être redirigé par l'entreprise ou par l'état vers des investissements d'intérêt collectif.

Une deuxième réflexion qui me semble très importante en ce qui concerne le travail est celle de la productivité. En 40 ans de carrière, j'ai vu ma productivité personnelle s'accroître de façon considérable. Quand je compare la quantité de travail que j'étais capable de fournir au début de mon activité professionnelle à celle que je produisais en fin de carrière, c'est sans commune mesure. Ceci n'est pas dû uniquement au progrès de mon expérience. En 40 ans nous avons connu de telles révolutions technologiques (je pense en particulier à l'informatique mais pas seulement) que notre productivité a considérablement augmenté. Donc, pour le même temps consacré nous produisons plus de travail et donc plus de richesse (Si l'on compare le PIB de 1970 : 126,1 M€ au PIB de 2017 : 2291,7 M€, il y a une multiplication par 18. L'inflation sur la même période a multiplié les prix environ par 7. Il y a donc un facteur de l'ordre de 2,5, soit environ 1400 M€ en 2017, d'augmentation de productivité globale en France sur cette période). Or, au fil de ces 40 ans nous avons tous constaté une augmentation croissante des difficultés financières de l'état et une dégradation continue des services publics, au prétexte qu'ils coûtent trop cher. La question que l'on est légitimement en droit de poser aujourd'hui est : où va le surplus de richesse produite par notre plus grande efficacité au travail à tous? Ceci est clairement la question qui vous est posée avec violence dans la rue aujourd'hui. Pourquoi avec violence ? Parce que l'absence de réponse crédible devient intolérable par le plus grand nombre et qu'il y a un vrai problème de partage des fruits du travail de tous.

Ma seconde réflexion concerne l'éducation. Je me permets de parler là d'un sujet que je connais bien puisqu'il a été l'objet de mon activité principale pendant 25 ans. L'éducation est un droit inaliénable de tout être humain, elle ne peut être vendue ou achetée car c'est elle qui fait de chacun d'entre nous un citoyen responsable et un acteur productif du bien commun. C'est donc la responsabilité première de l'état d'assurer à chacun l'accès à la meilleure éducation possible pour lui. Je suis au regret de vous le dire, mais notre système scolaire et universitaire est aujourd'hui en échec complet par rapport à un tel objectif. Je ne

dis pas que l'école doit être gratuite pour tous, j'ai pu constater que ce qui est gratuit perd sa valeur aux yeux même des premiers concernés : les usagers. Elle doit néanmoins être accessible à chacun en fonction de ses moyens. La majeure partie de son coût doit être prise en charge par l'impôt (car c'est un investissement collectif à long terme) et la part laissée à la charge de l'élève (ou de l'étudiant) doit en signifier la valeur mais être une charge financière supportable par la famille (on ne peut pas s'endetter pour 10 ou 20 ans avant même d'avoir commencé à travailler). Je pense que l'augmentation en cours des frais d'inscription à l'université (que l'on a vu venir dès la loi Sarkozy) est une erreur grossière. La formation est un investissement fondamental de la collectivité, qui en touche le bénéficiaire sur le long terme en ayant des citoyens bien formés, qui vont contribuer, par leur travail, au bien commun. L'augmentation de ces frais pour les étudiants étrangers est une autre erreur grossière. Le bénéfice financier recueilli n'est rien en comparaison de la diffusion de notre culture et des liens à long terme qui sont tissés avec ceux qui feront probablement partie dans l'avenir des élites intellectuelles de leur pays.

De mon point de vue, les deux problèmes majeurs de l'école française sont d'une part son côté élitiste et d'autre part son aspect normatif. Pour le côté élitiste, je vous renvoie à mon intervention sur le travail. Pour que la société fonctionne harmonieusement, nous avons besoin de tous. Il n'y a donc pas de "voie royale" (l'expression est intéressante...) à favoriser dans un système qui, pour le moment, éjecte au fur et à mesure ceux qui ne sont pas dignes d'atteindre l'olympus vers des professions considérées comme subalternes. Il y a au contraire à s'interroger en profondeur pour adapter au mieux l'éducation et la formation aux spécificités de chacun et revaloriser toutes les filières professionnalisantes. Nous aurons gagné sur ce plan quand le Président de la République (ou le Président de l'Académie des Sciences) sera fier de parler de son fils qui aura fait des études de maçon ou de plombier et qui gagnera ainsi honorablement sa vie...

Venons-en à l'aspect normatif. Il n'y a pas de place dans notre école pour un enfant différent. Combien sont laissés sur le bord de la route à cause de cette différence ? Quand on sait que toute différence est une richesse potentielle si on prend la peine de s'y intéresser. De plus, il est bien connu que le système français cherche à faire des têtes bien pleines plutôt que des têtes bien faites. Tout y pousse aujourd'hui à l'accumulation de connaissances mal digérées et aussi vite oubliées. Pour avoir suivi de près le parcours de mes enfants, je peux vous assurer qu'il y a aujourd'hui dans nos écoles, collèges et lycées une injustice criante entre les enfants qui ont des parents ayant fait des études et capables de les accompagner et ceux qui n'en ont pas. L'ascenseur social ne fonctionne plus, sauf pour quelques cas isolés, surdoués, qui peuvent passer à travers tout (élitisme de nouveau...). Dans un monde en pleine mutation, il me semble que les deux piliers d'une école au service de tous doivent être "responsabilité" et "créativité". Responsabilité car elle a le devoir de former des citoyens adultes et responsables, capables de comprendre tous les enjeux de la vie en société et de participer, par leur vote éclairé, aux grands choix collectifs et par leur action quotidienne au fonctionnement harmonieux de leur environnement immédiat. Créativité parce que dans ce monde qui change, c'est en s'appuyant sur les talents et la créativité de chacun (nous en avons tous et de différents) que l'on pourra faire évoluer et perdurer notre société sans heurts, sans drames, sans destructions. Je pense que ce qui est le plus important pour un être humain n'est pas d'apprendre, mais d'apprendre à apprendre. De découvrir qu'il peut avoir suffisamment de confiance en lui-même pour apprendre tout ce qui l'intéresse. L'école (au collège et au lycée) est victime d'une compétition imbécile entre les différentes matières et d'un complexe encore plus idiot vis-à-vis des mathématiques. "Comment ! tu ne sais pas cela !" est la phrase la plus iconoclaste que l'on puisse imaginer à l'école, la phrase qui ferme toutes les portes du progrès... Un enfant ou un adolescent en construction a besoin avant tout qu'on lui fasse confiance, pas qu'on le dénigre sur le plan intellectuel. Il a besoin par ailleurs de temps libre pour réfléchir, pour s'ouvrir à des activités extrascolaires de son choix et même pour s'ennuyer. Je pense sincèrement qu'il est indispensable de réduire considérablement le contenu des programmes pour, en primaire, se concentrer sur le bien commun

essentiel : lire, écrire et compter et laisser la place à des activités qui permettent de développer la créativité de chacun et de lui révéler ses talents. Pour cela, un effectif de 15 élèves par enseignant me semble un maximum. Les pédagogies dynamiques telles que Frenet et Montessori me semblent à privilégier avec une mixité d'âge et de niveau dans les classes pour favoriser la dynamique de groupe. Pour ce qui concerne les activités créatives et l'ouverture sur le monde professionnel, je me permets une suggestion qui va en faire bondir plus d'un. Pour schématiser, nous passons 40 ans et maintenant plus dans notre vie professionnelle avec 11 mois de travail et 1 mois de vacances. Ceci nous donne le droit de toucher pour le reste de notre vie une pension de retraite qui nous est versée, en France, par les actifs qui, pour la plupart, ont des enfants en âge scolaire ou universitaire. Je ne trouverais pas aberrant que l'on propose à nos retraités d'inverser l'ordre des choses et de consacrer un mois par an de leur temps au système éducatif. Cela aurait l'avantage de les maintenir au contact de la jeunesse, de créer un lien intergénérationnel fort et de mettre les jeunes au contact direct de personnes ayant vécu et exercé un ou plusieurs métiers tout au long de leur vie, personnes qui les feront bénéficier de leurs compétences et de leur expérience. Ceci peut s'appliquer à tous les niveaux, de l'école primaire à l'université, et je suis convaincu que nos retraités seront heureux de se sentir utiles à la société et d'être au contact de la jeunesse. Un autre avantage est que les actifs, qui cotisent pour payer ces retraites, auront le sentiment d'avoir un retour immédiat à travers l'aide apportée à l'éducation de leurs enfants. Pour ce qui concerne le collège et le lycée, je répète que de mon point de vue, il n'est pas indispensable de tout savoir dans tous les domaines, il est par contre important d'apprendre à apprendre et à structurer ses connaissances. Cela peut se faire dans n'importe quelle matière à condition de l'approfondir suffisamment et d'être bien accompagné. Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion d'ouvrir un manuel de science physique de seconde depuis la réforme qui a rendu ce niveau commun aux différents parcours du lycée. C'est atterrant. En tant que physicien, je ne vois pas comment un adolescent livré à lui-même peut comprendre les fondements de cette discipline et y trouver un quelconque intérêt face à un enseignement aussi déstructuré et un tel saupoudrage. Il me semble nécessaire de définir un socle commun de connaissances minimales indispensable à tout citoyen qui entend comprendre les enjeux sociologiques et technologiques de notre société et/ou poursuivre des études. Ensuite, chaque élève doit pouvoir, selon ses goûts, approfondir une ou deux matières au point de se rendre compte qu'il est ensuite capable d'acquérir seul la maîtrise d'une autre discipline s'il en a l'envie. La méthode est alors plus importante que la discipline elle-même. Il faut également leur laisser suffisamment de temps libre pour s'ouvrir à des activités culturelles, artistiques et sportives qui contribuent grandement au développement personnel, à la créativité et à la confiance en soi. Les circonstances de la vie ont fait que j'ai vécu une bonne partie de ma scolarité dans un pays où il faisait trop chaud pour aller à l'école l'après-midi. Cela ne m'a pas empêché de poursuivre des études supérieures jusqu'au niveau du doctorat. Ayant enseigné pendant 25 ans dans une "grande" école d'ingénieur, j'ai par ailleurs été frappé de voir grandir l'usure intellectuelle des étudiants qui nous arrivaient à un âge où ils devraient déborder d'énergie et de créativité. Notre système scolaire use nos jeunes, par ses rythmes effrénés, par la quantité de connaissances à ingérer et par le dénigrement de capacités autres qu'intellectuelles. Il est donc tout à fait contre-productif pour la société.

Je suis bien conscient que ce que je vous propose en la matière n'est pas une évolution mais une révolution et qu'il vous faudra beaucoup de courage pour la mettre en œuvre. Cela me semble aujourd'hui, compte-tenu du contexte, indispensable à notre avenir à tous et particulièrement à celui de nos jeunes générations. Cela relève, je pense, directement des responsabilités que vous avez choisi d'exercer pour le bien de tous.

Ma troisième réflexion concerne la santé. On nous parle depuis des années du déficit chronique de la sécurité sociale et les français sont parmi les plus gros consommateurs de médicaments et notamment d'antidépresseurs, tout cela pour le plus grand bénéfice de l'industrie pharmaceutique. Je pense qu'il est

tant, en la matière, de regarder les choses en face. Quelles sont les deux causes principales de maladie dans les pays occidentaux : le mal être et l'alimentation !

Commençons par l'alimentation. Nous ne sommes pas carnivores par nature. De plus en plus d'athlètes de haut niveau sont en train de le démontrer et si vous comparez les problèmes de santé de populations qui ne peuvent se permettre de manger de la viande que très rarement avec les nôtres, le résultat est édifiant (si en plus elles font régulièrement des exercices physiques, là c'est renversant !). L'alimentation est un problème majeur de santé publique dans notre société, d'autant plus compte-tenu de la qualité et de la quantité de la viande industrielle fournie à la majorité de la population. De ce point de vue, la démarche de l'association L214 est exemplaire pour nous ouvrir les yeux sur ce que l'on nous pousse à manger et conduit à s'interroger sérieusement sur la moralité de ceux qui poussent et sur leur conscience de l'intérêt commun. Il me semble indispensable aujourd'hui que les pouvoirs publics entreprennent des actions incitatives fortes pour déclencher des prises de conscience et inciter nos concitoyens à se convertir progressivement à une alimentation non carnée. Je suis bien conscient que cela remet en question des pans entiers de notre agriculture et de notre industrie. Une profonde transformation est toujours possible dans une société si elle bénéficie d'une phase transitoire adéquate, d'une bonne pédagogie et d'un accompagnement réel à la reconversion. Je pense que nombre d'agriculteurs seraient heureux de remplacer toutes les heures passées seul sur leur tracteur à cultiver des centaines d'hectares à grand renfort de pesticides pour nourrir du bétail dont la viande et le lait leur sont achetés à un prix tel qu'ils ont du mal à boucler leur fin de mois et à rembourser leurs emprunts, par la culture de céréales, de légumineuses, de légumes et de fruits dont la consommation locale ne nécessiterait pas de gros frais de transport et leur garantirait le revenu minimum de 2000 € par mois mentionné plus haut. Pour cela, il serait indispensable d'inclure dans le tronc commun de l'école citoyenne la connaissance des besoins alimentaires de base, la façon de les satisfaire sans consommation de produits carnés et la connaissance des fruits et légumes régionaux et de leurs périodes de production et de consommation. Il n'est plus raisonnable de continuer à trouver des tomates toute l'année dans les rayons des supermarchés, cultivées à grand renfort de chauffage pétrolier ou transportées depuis l'autre bout du monde, sans parler de toute la malbouffe industrielle. De ce fait, les animaux redeviendront ce qu'ils auraient dû toujours rester : des êtres vivants à part entière, doués de leur propre langage, de leurs propres émotions et de leur propre destin, partagé ou non avec nous. Ce respect redonné au règne animal ne pourrait que nous encourager au respect de nos congénères, à la tolérance et au recours à la négociation plutôt qu'à la violence pour résoudre nos problèmes de cohabitation.

Ceci me conduit naturellement à la deuxième grande source de maladie : le mal être. De plus en plus de spécialistes et de praticiens s'accordent à reconnaître que la plupart de maladies sont d'origine psychosomatiques. En disant cela, je suis bien conscient de donner un grand coup de pied dans les fondements de l'industrie pharmaceutique qui repose sur un principe : un symptôme = un médicament. Et si le médicament est à prendre à vie c'est encore mieux, c'est une garantie de revenus. Je pense sincèrement que l'on a suffisamment progressé aujourd'hui dans la connaissance de l'être humain pour ne plus échapper à une approche globale de la maladie et de ses causes. Si bien sur elle n'a pas été détectée à temps et qu'elle est installée, les médicaments peuvent être utiles (encore que l'on a oublié nombre de remèdes naturels qui fonctionnent très bien et qui ont été remplacés par des produits chimiques). Mais, la clé du problème est avant tout dans la prévention. Il faut d'abord s'attaquer au mal-être :

- à l'école, la réduction des effectifs par enseignants doit permettre à chacun d'être respecté et de se sentir intégré. Par l'enseignant d'abord mais aussi par les autres enfants. Il est plus qu'urgent de réduire le niveau de violence et d'agressivité dans des écoles transformées en prisons. Sinon, on voit bien comment cela

dessine la société future (nos prisons sont surchargées). Tous les enfants doivent être heureux d'aller à l'école et cela doit les conduire à une insertion digne et diversifiée dans la société.

- Au travail, la France reste en majorité sur des méthodes de management paternalistes qui datent du 19^{ème} siècle, aussi bien dans le privé que dans le public. Il est plus qu'urgent de faire disparaître le stress et la souffrance au travail dus à ces méthodes. Ils sont totalement contre-productifs. Ils nuisent à la créativité, sont source de maladie, d'arrêts maladie et d'agressivité. Dans nombre de pays, les entreprises ont compris depuis longtemps que le bien-être au travail est plus que bénéfique à tous et à tous les points de vue.

- Dans la société ou chacun a le droit de trouver sa place et d'y être respecté pour sa contribution quelle qu'elle soit. Ces droits encore une fois se gagnent à l'école, - par l'apprentissage du respect des différences qui, au fond, sont une richesse pour le groupe (mon expérience en la matière porte sur les équipes de recherche. Si tout le monde dans une équipe sort de la même école, même si c'est de Polytechnique, la créativité du groupe n'en sort pas grandie. Au contraire, la combinaison de cultures différentes est une source de richesse et de créativité indiscutable) et - par la découverte de ses propres talents, qui ont la même valeur que ceux des autres et qui, étant respectés, conduisent au respect mutuel.

- Dans la famille, ou l'on ne peut toujours éviter des difficultés graves et où l'intérêt de l'enfant étant primordial, puisque citoyen de demain, l'état est en droit et en devoir d'intervenir pour le garantir. De ce point de vue, la révélation récente de nombre d'abus au sein des familles sur des enfants mineurs appelle à une action forte de la collectivité, au vu des conséquences sur toute la vie future des enfants en question.

Tout cela, j'en suis convaincu, réduira considérablement nos dépenses de santé, videra nos prisons et permettra à notre système judiciaire de respirer.

Ici encore, je suis bien conscient de remettre en cause toute l'industrie pharmaceutique (éclaboussée régulièrement par des scandales sanitaires dû uniquement à l'appât du gain) ainsi que la formation des médecins. Si je me permets de le faire c'est parce que je pense qu'il est temps d'adresser les vrais problèmes et de trouver des vraies solutions. C'est plus facile pour moi sur le papier que pour vous dans la pratique, mais au final c'est vous qui en serez tenu pour comptable.

Et l'emploi allez-vous me dire. Je viens de mettre par terre la moitié de l'économie française (et ce n'est pas fini). Si je me fais l'écho de ce qu'on lit quotidiennement dans la presse, chacun doit se préparer à changer plusieurs fois de métier, les métiers de demain n'auront plus rien à voir avec ceux d'aujourd'hui... Mon expérience sur le terrain est tout le contraire. Tout est fait pour vous mettre dans une case et que vous y restiez. J'ai croisé en Australie des cinquantenaires qui revenaient sur les bancs de l'université pour changer de métier. Imaginez-vous cela en France ? La porte est fermée. Notre système n'a aucune souplesse. Je suis convaincu que la plupart de nos concitoyens ne sont pas attachés bec et ongle à un métier spécifique. Ils sont attachés à avoir un métier, ou ils se sentent bien, qui corresponde à leurs talents et qui leur permette de vivre décemment et d'élever leurs enfants. Si vous leur proposez une reconversion avec une formation adéquate, vous serez probablement étonné du nombre de ceux qui seront heureux de changer. Un pêcheur sur chalutier industriel qui passe une partie de sa vie en mer (en la risquant) sera peut-être heureux de se reconvertir au maraîchage biodynamique et de mieux profiter de sa famille. Une chose à ne pas négliger : il est tout à fait anormal que, quand on change de métier, l'ancienneté dans le premier ne soit pas prise en compte dans le second. Travailler, c'est certes avoir une technicité, mais c'est aussi savoir évoluer efficacement dans un contexte professionnel quel qu'il soit. La reprise au titre l'ancienneté de l'expérience précédente devrait se négocier au cas par cas et, dans tous les cas ne pas être inférieure à 50%. Nous manquons cruellement de personnel qualifié. Avec une revalorisation qualitative et quantitative des métiers

pratiques, il y a de la place disponible. Il me semble intéressant de mentionner ici les professions libérales qui jouent un rôle considérable dans le fonctionnement de notre société mais qui bénéficie malheureusement d'une image de nantis et de peu de capacité à se défendre collectivement, ce qui les rend taxable à merci. Et l'état ne s'est pas privé ! Prélever 25% de charges sociales sur un auto-entrepreneur qui débute me semble déraisonnable. Beaucoup de professions libérales travaillent beaucoup pour le bien commun et pour ne pas gagner des sommes considérables. J'ai connu une personne épicière ambulante qui arpentait le plateau du Cantal avec sa camionnette, été comme hiver, et qui n'arrivait pas à dégager un SMIC de son activité. Elle œuvrait pourtant pour le bien commun en évitant à nombre de personnes âgées de se retrouver en EPAHD. Il y a à l'évidence à réfléchir et à réinventer notre vision du travail, mais cela peut être très motivant dans un monde dont on a l'impression qu'il a atteint ses limites. C'est pourquoi j'insiste beaucoup sur le développement de la créativité à l'école. La solution pour tous viendra de chacun.

Venons-en à la croissance, ce mythe qui a la peau bien dure et se cache aujourd'hui sous le vocable moins inquiétant de "développement durable". Il n'y a pas besoin d'être un tenant indéfectible de la décroissance pour prendre conscience que nous vivons sur une planète aux ressources limitées et que nous y sommes de plus en plus nombreux. Le mot clé de notre avenir à tous n'est plus "croissance" ou "développement" mais "partage équitable" car, tous les hommes naissant égaux en droits, il n'y a pas de raison que certains aient beaucoup trop tandis que d'autres meurent de faim. Cela conduit inévitablement à organiser une forme de décroissance pour les pays les plus riches afin de procéder à un partage plus équitable des ressources de la planète. Cela conduit aussi à une révision drastique et à court terme de nos besoins vitaux, au risque, en éludant ce devoir, d'assister de nouveau à ce dont nous ne voulons plus : des destructions de masse de populations. Là encore, la solution passe avant tout par l'école, par le message délivré à propos du consumérisme aveugle et par le développement de notre sens des responsabilités de citoyen du monde. Le tourisme de masse est-il encore envisageable dans le contexte où nous vivons ? Comment peut-on aujourd'hui se goinfrer sans remords de foie gras à Noël quand on sait que des enfants meurent de faim à chaque instant au Yémen ?

On ne peut pas parler d'avenir sans parler de biodiversité, d'épuisement des ressources, d'énergie et de réchauffement climatique. Une actualité brûlante s'il en est puisque les 5 dernières années font partie des 10 plus chaudes depuis que la météorologie existe en France. Je pense que le progrès scientifique est le principal responsable de la situation actuelle. Pas la connaissance acquise par elle-même, mais la mauvaise utilisation qui en a été faite (car elle a aussi permis de faire des merveilles pour le bien de tous). "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme" nous dit Rabelais. Nombre de scientifiques éthiques tirent depuis trop longtemps la sonnette d'alarme, visiblement sans être entendu par la classe politique plus à l'écoute des sirènes des lobbys industriels. Il est vrai qu'un scientifique est plutôt un demandeur d'argent et un industriel un donneur... La science a donné à la société nombre de concepts de grande valeur sans lesquels la plupart des industries d'aujourd'hui n'existeraient pas. Ne serait-il donc pas bon d'écouter les scientifiques quand ils signalent les grands dangers qui nous guettent ?

Du point de vue du climat, le passage progressif au végétarisme est à la portée de tous et aurait une contribution significative, avec la réduction importante des gaz à effet de serre dus à l'élevage et au transport de la nourriture. Le transport maritime débridé de biens de consommation par des navires extrêmement polluants n'est-il pas aussi un axe prioritaire d'amélioration de la situation ? Comme mentionné plus haut, le transport aérien ne doit-il pas être réservé à des voyages présentant un intérêt clair pour la communauté ? N'y a-t'il pas d'autres façons de voyager que d'aller jeter une canette de boisson sucrée (trop sucrée) sur une plage paradisiaque du pacifique de plus en plus polluée ? N'avons-nous pas sur

place l'art, la culture et la pratique individuelle du sport pour nous faire voyager? Quand ces activités sont découvertes très tôt à l'école, elles deviennent indispensables à notre équilibre.

Du point de vue de la production d'énergie, je vais me permettre une proposition qui va certainement vous faire sourire à priori mais à laquelle je vous demande de réfléchir plus avant. La France étant partie intégrante de l'Europe se retrouve de fait dans une partie du monde où les risques de conflit armé locaux sont devenus mineurs. Si vous regardez l'activité militaire de notre pays sur les 20 dernières années, elle a consisté essentiellement en des interventions extérieures, souvent éloignées, dans des conflits où nous avons le plus souvent défendu des intérêts financiers et industriels. On est en droit de s'interroger sur l'intérêt pour le peuple français de continuer à fabriquer des armes en quantité pour principalement les exporter, ou, dit autrement à vendre massivement des armes pour pouvoir maintenir notre industrie en fonctionnement (nous sommes le quatrième exportateur au monde). Notre industrie de l'armement est une industrie de haute technologie, elle pourrait facilement reconverter son savoir et son savoir-faire à la recherche de solutions énergétiques non polluantes. La France a un grand potentiel scientifique, technique et technologique, elle l'a déjà démontré à plusieurs reprises et la mise en action d'une telle "force de frappe", toute prête, déboucherait rapidement, à n'en pas douter, sur des solutions innovantes qui résoudraient certainement une partie de nos problèmes énergétiques et nous donnerait un avantage indéniable à l'exportation (l'autre partie pouvant être réglée par une attitude plus responsable de chacun d'entre nous en matière de consommation). Sur le plan moral, ne vaut-il pas mieux vendre des éoliennes efficaces et fiables à des pays qui ont besoin de tout, que des canons, des missiles et des bombes qui tuent des hommes, des femmes et des enfants dans des pays dont nous convoitons les ressources du sous-sol? Vous allez me répondre que nous devons pouvoir nous défendre. Contre qui? Le terrorisme? Il est essentiellement le fait de jeunes français exclus du système qui n'ont trouvé d'autres moyens d'exprimer leur souffrance intolérable. Là encore, la question de l'école et d'un avenir pour tous se pose avec acuité. Nos voisins: L'Angleterre? L'Allemagne? La Belgique? Leurs mères ont tant souffert qu'elles sont dedans leur tombe et se moquent des bombes et se moquent des vers... et eux s'en souviennent encore. Le contexte européen est une opportunité unique de montrer à nos congénères du monde entier qu'il existe peut-être d'autres solutions aux problèmes. D'autres solutions que les conflits qui débouchent sur le feu, la désolation et la mort. La France a déjà été une fois le fanal d'un renouveau qui a illuminé le monde entier. Cela s'est fait dans la douleur. Le temps est peut-être venu d'avoir des idées audacieuses, une attitude courageuse et de reprendre le flambeau de l'humanisme en explorant des voies nouvelles, mais cette fois de façon pacifique?

Il me semble difficile de terminer une telle intervention sans dire un mot de la classe politique. J'espère que vous êtes conscient qu'elle a perdu toute crédibilité auprès de la grande majorité de nos concitoyens. Si rien n'est fait rapidement, le résultat est attendu: l'accession au pouvoir des extrêmes. A mon sens, les deux mots clés en la matière sont éthique et transparence. Transparence veut dire que tout l'argent qui circule entre les mains des politiques et des hauts fonctionnaires, y compris leurs revenus, doit être connu de tous les français à tout moment. Ethique veut dire que l'on s'engage en politique pas pour son intérêt personnel mais pour l'intérêt collectif. Il faut donc balayer tous les fromages de la république, tous les avantages de toutes sortes qui se sont accumulés au fil du temps et situer les revenus de nos représentants à un niveau crédible pour que ces hommes politiques redeviennent eux-mêmes crédibles et respectables. Que dire de la classe politique européenne qui dépense des millions à construire des scénarios pour le BREXIT face à l'urgence climatique, la biodiversité en danger et la disparition massive des abeilles. On est en droit de considérer qu'elle est d'une intelligence et d'une éthique très limitée et qu'elle est bien trop payée pour la contribution qu'elle apporte au bien commun. On peut s'attendre à ce qu'avant dix ans, nombre de responsables politiques soient jugés pour crime contre l'humanité. On peut être criminel par action mais aussi par inaction...

Sur un plan plus général, au cours du siècle dernier, le communisme a montré ses limites, il a fait des millions de morts. Le capitalisme est en train d'atteindre les siennes, avec la perspective d'en faire beaucoup plus avant la fin du 21^{ème} siècle. Dans les deux cas, à cause de la folie de quelque uns et de l'appât du gain de beaucoup. Il n'y a pas de société s'il n'y a pas de morale collective. La nôtre est à redéfinir collectivement : nous avons besoin d'un nouveau contrat moral. Il est peut-être temps de réfléchir à un modèle neuf, mobilisateur, de démocratie humaniste, où l'épanouissement de chaque femme et de chaque homme est central et dont la clé de voûte soit l'école.

Voilà, je pourrais certainement continuer mais je souhaite que vous me lisiez jusqu'au bout et je sais que votre temps est minuté. A la fin de la lecture de cette lettre vous allez peut être me prendre pour un doux illuminé, un gentil idéaliste, naïf, loin de la réalité du monde. Je pense que vous auriez tort. Ayant une formation d'ingénieur et ayant pratiqué et formé pendant 40 ans, j'ai plutôt du bon sens et les pieds sur terre. Je ne vous demande pas de me croire sur parole, je vous suggère seulement de vérifier mes affirmations qui reposent sur l'observation et l'analyse du monde qui m'entoure. Vous en avez les moyens si vous faites preuve d'un tant soit peu d'objectivité et d'humanisme. J'ose espérer que cette analyse sincère vous aidera dans les décisions difficiles que vous allez certainement être amené à prendre dans un futur proche et qui resteront votre trace pour les générations futures. Vous avez l'avantage par rapport à vos prédécesseurs de disposer de l'énergie de la jeunesse. Vous avez aujourd'hui la possibilité d'en faire bon usage. Le chantier est énorme, mais la foi en l'homme peut déplacer des montagnes.

Monsieur le Président, avant de vous quitter, permettez-moi de vous souhaiter, ainsi qu'à tous nos concitoyens, une bonne année 2019 et, il faut que je vous dise, ma décision est prise, je m'en vais militer pour l'école, pour l'école, pour notre école à tous...

M. Stanislas